Mouvement lycéen : au-delà des revendications matérielles et de Parcoursup, un appel à rompre avec le « monde d'hier » (https://nouvelles.univ-rennes2.fr/article/mouvement-lyceen-dela-revendications-materielles-parcoursup-appel-rompre-avec-monde-dhier)

The Conversation : Le mouvement lycéen amorcé fin septembre 2026 a été qualifié d'inédit par nombre d'observateurs. Qu'est-ce qui le distingue de précédentes mobilisations de la jeunesse ?

Romain Huët : Le premier point à signaler, c'est le caractère assez massif du mouvement. Des établissements qui, jusqu'à présent, n'avaient jamais fait l'objet de perturbations sont touchés. On a ainsi vu des universités ou des écoles privées où les conditions matérielles sont tout à fait satisfaisantes se mobiliser par solidarité.

Cela montre que l'enjeu va au-delà d'exigences matérielles (rénovation de bâtiments, recrutements…), aussi importantes soient-elles. On est face à une jeunesse qui témoigne d'une « saturation psychique », parce que constamment mise sous pression, notamment à travers les plateformes d'inscription et de sélection dans le supérieur, de Parcoursup (https://www.parcoursup.gouv.fr/) à Mon Master (https://monmaster.gouv.fr/formation).

À étapes régulières, au fil des procédures d'orientation, on oblige les jeunes à définir une sorte de projet d'avenir professionnel, exercice dans lequel il faudrait exceller pour pouvoir effectivement concrétiser le vague but qu'on peut avoir à l'âge de 14 ans. C'est assez curieux de leur demander de se déterminer aussi précisément dans un monde qui est profondément incertain.

À cette tension difficile à gérer s'ajoute la précarité que la période du Covid a contribué à mettre en lumière (https://theconversation.com/avoir-20-ans-en-2020-quand-le-Covid-19-revele-les-inegalites-entre-les-jeunes-148292) – rappelons-nous des longues files d'attente d'étudiants devant les épiceries solidaires.

Enfin, ce qui me paraît assez clair, c'est qu'il y a une contestation très forte contre le « monde d'hier », comme un appel à l'arrêt du système tel qu'il fonctionne et qui ne suscite plus beaucoup de désir chez les jeunes, entre crise écologique et guerres à l'horizon.

Il n'y a pas juste une liste de demandes qu'il suffirait d'établir et de présenter au pouvoir. Je crois qu'il faut peut-être oser le mot : il y a une intention un peu « révolutionnaire » dans ce qui est en train de se passer. Il y a cette intention de rejouer Mai-68, de rejouer les gilets jaunes (https://theconversation.com/topics/gilets-jaunes-118981), de renverser la table. Ça ne veut pas dire qu'il y a derrière cette idée un projet politique très clairement défini, mais ça veut dire, en tout cas, qu'il y a un appel évident à la rupture.

La spécificité de ce mouvement a-t-elle été entendue ? Que dire du traitement politique et des réactions médiatiques à la mobilisation ?

R. H. : À chaque mouvement, il y a toujours la même façon de calquer des interprétations toutes faites pour ne surtout pas observer ce qui est en train de se passer. Supposer d'emblée que les jeunes seraient manipulés, ce n'est ni plus ni moins qu'un âgisme (https://theconversation.com/lenvers-des-mots-agisme-215353). C'est dire qu'ils ne seraient pas capables de penser par eux-mêmes. Or qui, mieux que les jeunes, peut savoir les conditions d'existence scolaire ? Que des forces politiques tentent de coïncider avec leurs aspirations, c'est parfaitement normal. Mais pourquoi donner à La France insoumise (LFI) tant de pouvoir d'instrumentalisation (https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/10/02/blocage-des-lycees-ce-que-dit-le-service-de-renseignement-de-la-prefecture-de-police-de-paris-sur-l-origine-de-la-mobilisation_6787206_3224.html), alors que c'est la fonction même des partis que d'essayer d'être au plus près de la société ?

Rapidement, on va aussi avoir un discours qui dénonce la violence supposée des manifestants, en l'opposant, par symétrie, aux violences policières qui n'ont pas la même intensité, et ne produisent pas les mêmes dégâts. Là aussi, on reste à côté du phénomène en occultant la première question, qui est de comprendre ce qu'elles traduisent comme empêchements ou comme aspirations politiques, même désordonnées.

Cela ne veut pas dire que le débat de la violence n'est pas intéressant. Mais il me paraît secondaire par rapport à l'interpellation très directe de notre société par les lycéens et les étudiants.

« La mobilisation lycéenne, entre reprise des cours et blocages » (France 24, 7 octobre 2026).

Pour Hannah Arendt (https://www.gallimard.fr/auteurs/hannah-arendt), la communication sociale, c'est une pluralité d'êtres qui se rassemblent et qui font valoir leurs perspectives sur le monde. Dans cet esprit, se priver de la perspective du lycéen qui raconte ce qu'il vit, c'est se priver de la compréhension d'une partie du monde et de notre intelligence collective. Il ne s'agit pas de dire que chaque mouvement social doit être considéré avec un a priori positif, mais d'oser se demander ce qu'il révèle sur l'état de notre société, sur l'humeur de l'époque, sur ses aspirations.

En manifestant, s'agit-il pour les lycéens de prendre une parole qu'on ne leur donne pas ?

R. H. : Les adultes auraient une expérience du monde qui leur permettrait de décider par avance et pour tous des horizons de liberté envisageable. Il y a là un rapport de complète domination : à partir du moment où l'autre ne s'exprime pas dans les catégories que j'attends de lui, je le fais taire par un « tu dois », je lui impose mes voies d'émancipation. Sur ces questions d'âgisme et d'infantisme, on peut lire les travaux du philosophe Sébastien Charbonnier (https://shs.cairn.info/revue-mouvements-2023-3-page-26).

À la suite des manifestations le gouvernement a annoncé des « temps de discussion à l'école » et ouvert une plateforme en ligne. Est-ce un geste vers plus de démocratie scolaire ?

R. H. : Le manque de communication avec le pouvoir ne date pas d'aujourd'hui. Je vois très clairement une filiation directe avec le mouvement des gilets jaunes, même si ça ne concerne pas les mêmes personnes, etc. Dans les deux cas, on se trouve face à une série de revendications lucides, de plaintes légitimes. Collectivement, on reconnaît que quelque chose ne va pas. Mais on se heurte à des structures de pouvoir qui inhibent tout cela ou n'y répondent pas. On ouvre un espace de parole, comme s'il y avait un but thérapeutique et qu'on irait mieux une fois qu'on aurait raconté sa doléance (https://theconversation.com/une-grande-enquete-revele-le-contenu-des-cahiers-de-doleances-244683). Dans la vie démocratique, il ne suffit pas de parler ou d'être écouté. Il faut encore que la parole produise des conséquences.

On voit bien que dans la résolution d'un mouvement social, c'est toujours à peu près la même chose : on se cherche des interlocuteurs, on cherche à isoler des plaintes auxquelles on pourra effectivement répondre avec les moyens qu'on a. Or, là, même donner une enveloppe budgétaire pour l'éducation, ce qui ne serait déjà pas si mal, ne sera pas suffisant.

Vous avez noté chez les jeunes une joie d'aller manifester qui « accuse la pauvreté de ces journées qui se répètent » (https://www.nouvelobs.com/opinions/20261006.OBS118943/lyceens-mobilises-avant-de-leur-demander-de-rentrer-en-classe-il-faudrait-entendre-ce-qu-ils-disent-de-la-vie-qu-on-leur-prepare.html). Que vouliez-vous dire par là ?

R. H. : C'est à relier avec cette idée d'attente d'une densité existentielle. Ce plaisir de l'interruption de la vie ordinaire, il montre que ce quotidien, très probablement, ne présente pas tellement de fulgurances et pourrait se passer tout à fait autrement, de manière plus bienveillante, plus collective. Il s'agit justement de voir comment l'école contribue à la formation de subjectivités démocratiques, c'est-à-dire ouvertes à la discussion, dans lesquelles il y a aussi une forme de bienveillance mutuelle, de soins. D'ailleurs, l'école ne soigne pas très bien, il suffit de penser au faible nombre de personnels psychologues ou infirmiers dans les écoles. Et les lycéens pointent ce sous-encadrement.

La question que j'essaie de poser, c'est celle du commencement : comment permet-on à une génération de commencer quelque chose de nouveau ? Bien sûr, on hérite d'un passé, on s'inscrit dans une histoire. Mais il s'agit d'accepter que quelque chose vienne interpeller très frontalement la façon dont une société a pris pour habitude de se constituer, d'imaginer son cadre scolaire, de fonctionner tout simplement. Il s'agit d'accepter la puissance d'altération d'un mouvement dont la société ne sortira pas indemne.

Historiquement, au cours de ce mouvement, quelque chose d'irréversible est en train de se passer, et il faut affronter la situation sociale beaucoup plus directement qu'en attendant simplement que ça passe.

Notre société, en fait, ne pourra plus se rapporter à la jeunesse comme elle avait l'habitude de le faire. Peut-être que tout le monde le savait, mais on n'en faisait pas tellement débat. On est obligé de se pencher sur les aspirations et puis sur les conditions concrètes de ce que c'est qu'être lycéen en 2026.

Propos recueillis par Aurélie Djavadi.

Cet article est republié à partir de The Conversation (https://theconversation.com) sous licence Creative Commons. Lire l'article original (https://theconversation.com/mouvement-lyceen-au-dela-des-revendications-materielles-et-de-parcoursup-un-appel-a-rompre-avec-le-monde-dhier-294327).